

déficits gouvernementaux et à libéraliser leurs politiques économiques nationales, tout particulièrement dans le secteur de l'agriculture. Ces réformes commencent à porter fruit.

Le Canada vient au quatrième rang des pays de l'OCDE pour ce qui est de l'aide fournie au Sahel. De 1974 à 1986, l'ACDI a contribué plus 500 millions \$ aux efforts de développement du Mali, du Niger et de Burkina Faso dans le cadre du programme régional destiné au Sahel. De 1987 à 1992, le Canada prévoit consacrer environ 300 millions \$ à ces trois pays et des crédits additionnels de 90 millions \$ pour le Sénégal. Cette aide financière ira à divers projets: augmenter la production de denrées, développer la pêche, améliorer les réseaux d'adduction d'eau dans les villages, arrêter l'érosion grâce à des projets de reboisement, aménager les eaux de ruissellement, etc.

L'OMVS

Parallèlement aux programmes susmentionnés, trois pays du Sahel, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal, coopèrent entre eux au sein de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Le projet vise à gérer de façon optimale les ressources hydriques du bassin du fleuve. En collaboration avec treize autres bailleurs de fonds, le Canada a fourni 33 millions \$ pour la première phase du projet, qui a vu la construction de deux barrages de retenue, l'un à Manantali, au Mali, et l'autre à Diama, sur la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie. Cette première phase, qui est presque terminée, a coûté 800 millions \$. Une deuxième phase, beaucoup plus ambitieuse, pourrait entraîner des dépenses de quelque 5 milliards \$. Elle vise à développer l'agriculture par l'irrigation de 350 000 hectares, à construire une centrale hydro-électrique et une ligne de transmission à Manantali et à aménager le fleuve pour la navigation. Le Canada a engagé des discussions avec les pays concernés et les autres bailleurs de fonds afin de déterminer quelle contribution il sera en mesure d'apporter à la deuxième phase du projet.

LE COMMONWEALTH ET LA FRANCOPHONIE

Le Canada accorde une grande importance à ses relations avec tous les pays d'Afrique. Notre appartenance au Commonwealth et à la Francophonie a toutefois joué un rôle déterminant dans la formulation et la mise en oeuvre de notre politique à l'égard de l'Afrique. En 1987, le Canada sera l'hôte des réunions des chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie et du Commonwealth, et bon nombre de dirigeants africains viendront y représenter leur pays.